

L'islam et les ONG islamiques au Niger

Sylvain Touati

Institut français des relations internationales

janvier 2011

État officiellement laïc depuis son indépendance il y a 50 ans, le Niger connaît un fort mouvement de réislamisation. Ce phénomène, qui touche toute la sous-région¹, n'est pas nouveau mais s'est accéléré ces dernières années. En une génération, l'islam a envahi tout l'espace public nigérien. Pour ceux qui n'envisagent ce phénomène qu'à travers un tropisme sécuritaire, c'est une tendance inquiétante. Les faits semblent leur donner raison avec la multiplication des actions menées par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans la bande sahélienne (Mauritanie, Mali, Niger) et de certains mouvements islamistes armés de type Boko Haram² au Nord du Nigeria. La reprise par ces groupes de l'argumentaire de l'islam radical mondialisé inspiré des mouvements réformistes, ramassés par commodité sous le terme générique de « salafi », a conduit de nombreux services de sécurité sahéliens et occidentaux à s'interroger sur les vecteurs de diffusion de ces idéologies et de financement des groupes islamistes radicaux. De ce point de vue, la présence d'organisations de secours islamique, principalement en provenance de la péninsule arabique et du golfe persique, véhicule beaucoup de fantasmes. Regroupées sous l'expression « ONG islamiques » et même parfois « ONG islamistes », elles sont soupçonnées de

diffuser un islam rigoriste voire radical dans les pays et les sociétés d'accueil, de favoriser un anti-occidentalisme et de répandre des sommes d'argent importantes qui peuvent éventuellement se retrouver dans les mains de groupes violents³. Certaines d'entre elles ont été accusées de servir de paravent à des actions terroristes, que ce soit après le 11 septembre 2001 ou lors des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie le 7 août 1998⁴. D'autres organisations caritatives musulmanes ne se cachent pas d'avoir fourni de l'aide matérielle et d'importants fonds aux combattants musulmans lors des conflits afghans, bosniaque, tchéchène, etc. On peut donc légitimement s'interroger sur le lien entre l'implantation d'un islam radical en Afrique de l'Ouest et la présence d'ONG islamiques internationales.

Il est cependant important de prendre du recul vis-à-vis d'un angle d'approche uniquement sécuritaire⁵. Une remise en contexte du phénomène de réislamisation montre une attente de religion dans toute l'Afrique de l'Ouest, aussi bien dans les milieux musulmans que chrétiens. La montée en puissance des mouvements réformateurs n'est pas liée qu'à des facteurs exogènes ou à des idéologies « importées » de la péninsule arabique, d'Iran ou du Pakistan. Loin d'une certaine vision d'un « islam noir » privilégiant un substrat animiste et représenté dans les imaginaires occidentaux par les gris-gris des marabouts⁶, d'importants centres d'impulsion sont présents dans la région depuis des siècles, notamment par l'intermédiaire des confréries soufies.

Pour éviter tout procès d'intention, il est nécessaire, quand c'est possible, d'observer les actions réellement menées par les dizaines d'ONG islamiques qui travaillent au Sahel. La zone sahélienne comprend des pays dont les indices de développement humain sont parmi les plus faibles de la planète. Les États de la région ne disposent que de faibles moyens pour mener des politiques de développement efficaces et n'arrivent pas à enrayer les crises. Le Niger vient de connaître en 2010 sa seconde famine en moins d'une décennie. Pour essayer

L'islam et les ONG islamiques au Niger

d'améliorer les conditions de vie de ses habitants, ces pays ont essayé d'attirer le soutien de la communauté internationale, du mouvement des ONG dans leur ensemble et ont aussi joué sur leur identité musulmane pour obtenir des financements et l'intervention d'ONG islamiques. Ces dernières ont un bilan, apprécié des populations, à présenter dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des services sociaux et du développement. Les crises humanitaires et le faible développement de la région leur ont offert un terrain de choix pour montrer leurs compétences mais aussi leurs limites dans le cadre de l'intervention humanitaire au Niger.

L'ISLAM AU NIGER

Le Niger en pleine effervescence religieuse

L'histoire de l'islamisation des populations nigériennes a été marquée par des vagues de flux et reflux. Ainsi, si les premiers contacts avec l'islam remontent au moins au VIIe siècle, soit 35 ans seulement après la mort du prophète Mahomet, il a fallu attendre le XIXe siècle pour voir le développement d'une islamisation de masse. Pendant plusieurs siècles, l'islam s'est diffusé lentement, au rythme du commerce transsaharien. Il a connu une première phase d'accélération sous l'impulsion de djihads menés par les confréries soufies au XIXe siècle. La seconde phase d'expansion de l'islam au sein des populations nigériennes se déroule sous la colonisation française. Avec la « paix coloniale », les échanges commerciaux et religieux reprirent et permirent aux populations nigériennes de se reconnecter par exemple aux centres islamiques du Nord-Nigeria, notamment Kano. Toutefois, dans un premier temps, si l'islam continua à se répandre auprès d'une audience de plus en plus large, l'administration coloniale mit beaucoup plus de pressions sur les élites lettrées et les marabouts conduisant à une réduction d'activité des centres d'enseignement nigériens et à une baisse qualitative des connaissances islamiques. Dans un second temps, pour maintenir sa domination, l'administration chercha des relais auprès des

populations et tenta de s'allier la sympathie des élites lettrées musulmanes, notamment au sein de la Tijaniyya qui profita de la présence française pour se développer considérablement et supplanter les autres confréries. Depuis l'indépendance, le pays est gouverné par des dirigeants civils et militaires musulmans qui s'efforcent de construire un État laïc tout en prenant en compte l'importance numérique de la population musulmane. Ainsi, la religion est utilisée comme capital symbolique (multiplication des pèlerinages à La Mecque les veilles d'élection) pour obtenir le soutien des populations. Cependant, les cercles dirigeants nigériens ont toujours pris soin d'éviter le développement d'un État islamique. Aujourd'hui, l'islamisation du pays est presque totale et les communautés animistes et chrétiennes sont réduites à la portion congrue⁷. Cette évolution doit être prise en compte dans un contexte de « réveil de l'islam » à travers tout le monde musulman, y compris l'Afrique de l'Ouest et particulièrement au Niger, où le phénomène impressionne par l'ampleur prise depuis une génération⁸.

Ce renouveau islamique consiste en la diffusion de meilleures connaissances et pratiques islamiques. Les spécialistes de l'islam subsaharien⁹ observent un phénomène qui touche aussi bien les élites que les couches les plus populaires, les espaces ruraux ou urbains. Les signes sont nombreux : multiplication du nombre de mosquées, d'écoles coraniques, de séances publiques de prédication ; accroissement de l'importance du Hajj, le grand pèlerinage annuel à la Mecque. On observe la multiplication des émissions de radios ou de télévision consacrées aux prêches mais aussi des conseils sur tous les aspects pratiques de la vie des fidèles (relations de couple, relations sociales, hygiène et parfois politique). Les pratiques vestimentaires (que ce soit le port du hijab, voile islamique ou, à plus petite échelle, du niqab pour les femmes) évoluent aussi fortement. L'espace politique est également touché par le phénomène – mobilisation des associations islamiques, recours de plus en plus fréquent à la symbolique islamique par les dirigeants politiques. Enfin, on note un renouveau des réseaux économiques autour des différents courants islamiques.

L'islam et les ONG islamiques au Niger

L'islam nigérien est scindé en trois grandes composantes. Le principal réseau islamique structuré est constitué de familles de lettrés et de marabouts s'inspirant d'un islam sunnite de rite malikite non affiliées aux confréries. Ce réseau garde sa force en milieu rural, où vit encore près de 80 % de la population nigérienne¹⁰. Ce réseau forme de nombreux imams et enseignants. Le second réseau est celui des confréries soufies. Contrairement à d'autres pays sahéliens, l'implantation des confréries est limitée. Seule la Tijaniyya dispose d'une large assise et continue à se développer sans toutefois atteindre l'ampleur, notamment du fait de ses divisions internes, de ses consœurs du Sénégal ou du Nigeria. La Qadiriyya, l'une des plus anciennes confréries soufies, dispose de bastions dans le Nord du pays, notamment la région de l'Aïr¹¹. Elle maintient une présence en pays haoussa mais son influence n'est plus ce qu'elle a pu être au début du siècle dernier. D'autres confréries qui ont joué un rôle important dans le processus d'islamisation au Niger ont vu leur influence se restreindre fortement. La Khalwatiyya¹² se maintient dans l'Aïr tandis que la Sanûsiyya¹³ a quasiment disparu du paysage. La troisième composante de l'islam nigérien, beaucoup plus récente, est formée des mouvements réformateurs prônant une « sunnification ».

Chronologiquement, ce phénomène de réislamisation doit être relié à l'apparition de mouvements réformateurs « importés » dans les centres urbains du pays. L'engouement qu'ils suscitent va générer une redynamisation et une remise en question de toutes les structures islamiques présentes au Niger.

A partir de 1978, un mouvement revivaliste originaire du sous-continent indien commence son œuvre de *da'wa* (invitation), la *Jama'at Tabligh* (Association pour la prédication)¹⁴. Son développement, limité, ne touche pour l'instant que Niamey. Ses adeptes se retrouvent dans la mosquée du quartier de Koara Kano. Discret, le Tabligh se définit comme un mouvement apolitique et non violent. Il centre son travail sur le prêche d'un islam littéraliste et la formation de ses membres. De par leurs signes extérieurs et vestimentaires (barbe, turban, boubou,

pantalon se limitant à la hauteur du genou), ils sont souvent confondus avec un autre mouvement récent en provenance du Nord-Nigeria d'inspiration wahhabite et en expansion croissante, le mouvement Izala.

Le mouvement réformiste Izala : un réformisme ouest-africain d'inspiration wahhabite

Le prêche d'un islam wahhabite¹⁵ au Niger peut être retrouvé dès le XVIIIe siècle mais a longtemps été un fait isolé de la part de pèlerins ou d'étudiants revenus des pays arabes. Dès l'indépendance, le président Hamani Diori (1960-1974) essaie de nouer des contacts avec les pays arabo-musulmans¹⁶. Comme nous le verrons, la participation du Niger aux différentes initiatives menées par l'Arabie Saoudite pour unir l'*umma* permet de tisser des liens de coopération. La contrepartie est l'émergence d'un islam influencé par le wahhabisme saoudien avec le financement de la construction de mosquées et de medersas¹⁷ par des ONG islamiques, l'envoi de missionnaires mais aussi des échanges intellectuels et économiques. Plusieurs professeurs d'arabe et quelques prédicateurs furent ainsi envoyés au Niger dès les années 1970.

Les premiers cercles wahhabites s'organisent dans la région de Maradi dans les années 1980. Cette percée s'effectue depuis le Nord-Nigeria, où le promoteur de cette tendance réformatrice est Cheikh Abubakar Gumi. Après un pèlerinage à La Mecque, celui-ci commence à en diffuser l'idéologie à travers ses prêches dès les années 1960. Cheikh Gumi est proche d'Ahmadu Bello, homme fort et Premier ministre du Nord-Nigeria de 1954 à 1966, qui favorise son ascension au poste de grand Cadi du Nord-Nigeria. Ahmadu Bello, vice-président de la Ligue islamique mondiale, est particulièrement intéressé par le modèle saoudien pour fonder un substrat religieux qui permettrait d'unir l'ensemble disparate des populations nordistes au-delà des appartenances confrériques et ethniques. Les prêches de Cheikh Gumi, relayés sur Radio Kaduna, une des radios les plus écoutées d'Afrique subsaharienne, lui attirent rapidement un

grand nombre d'adeptes. Cependant, il faut attendre 1978 pour que Cheikh Gumi fonde à Jos, avec Ismaïlla Idriss, la *Jama'at at izarat al bid'a wa iqamat al-sunna* (Mouvement pour la suppression des innovations et la restauration de la sunna) dont les membres s'autodésignent sous le terme d'« Ahl al-sunna » (ceux de la sunna) mais revendiquent aussi leur nom haoussa *Yan izala*. Le mouvement réussit à étendre son influence, notamment en misant sur la construction d'écoles et de mosquées et en formant des oulémas et des prédicateurs ayant une connaissance de l'islam beaucoup plus approfondie que celle des étudiants sortis des écoles coraniques traditionnelles. Les mosquées, écoles ou centres culturels constituent des lieux de socialisation très appréciés alors que la situation socio-économique dans les milieux urbains nigériens se dégrade dans les années 1980.

Pour financer ces activités, les leaders du mouvement au Nord-Nigeria se sont très tôt rapprochés des organisations panislamiques du Golfe. Cheikh Gumi fait ainsi partie du Conseil exécutif de la Ligue islamique mondiale. Grâce à ses entrées dans les réseaux panislamiques, notamment en Arabie Saoudite, il réussit à obtenir des financements pour son mouvement. Ainsi, Aminudeen Abubacar, disciple de Cheikh Gumi et fondateur du groupe Da'wa¹⁸, réussit à faire financer son centre par des ONG saoudiennes et koweïtiennes. Ce centre, situé dans la rue Suleiman Crescent dans le quartier de résidentiel Nassarawa à Kano, consiste en une très grande mosquée moderne, une école primaire ainsi que des infrastructures éducatives destinées aux cours pour adultes. Aminudeen Abubacar devient même leur interlocuteur de référence au Nord-Nigeria. Nombre de commerçants de Kano, initialement membres de la *Qadiriyya nasiriyya* et de la *Tijaniyya ibrahimiyya*, font allégeance au mouvement Da'wa car cela permet d'obtenir un visa pour l'Arabie saoudite. Ces deux confréries sont désormais concurrencées jusque dans leur propre Zawiya de Kano¹⁹.

Izala au Niger

Au Niger, le mouvement se développera à partir de 1982 grâce aux commerçants et étudiants de la région de Maradi. En 1993, après des luttes politico-administratives pour s'imposer dans le paysage nigérien, les Izalas du Niger se regroupent au sein d'une association chargée de défendre leurs droits : Adini-islam. C'est la période de libéralisation de l'espace politique et associatif qui suit l'instauration du multipartisme. Alors que depuis l'indépendance le monopole des relations entre le Niger et les ONG islamiques transnationales était tenu par l'association islamique du Niger (AIN)²⁰, Adini-islam peut commencer à chercher des financements à l'extérieur du pays²¹, et ce principalement dans les pays de la péninsule arabique grâce aux réseaux des Izalas nigériens mais aussi par l'entrée dans le mouvement de Nigériens ayant étudié ou commercé dans les pays arabes. Ces soutiens se concrétisent par l'envoi de professeurs-missionnaires, d'ouvrages, par des bourses d'enseignement et des fonds pour la construction d'écoles ou de mosquées propres au mouvement Izala. Le mouvement a recours aux médias pour développer son audience. Ainsi, Bonferey, radio privée rattachée aux Izalas, « organise aussi des débats sur des thèmes touchant le quotidien des croyants (débats politiques en rapport avec la religion, les questions brûlantes comme les caricatures sur le prophète, sur la position américaine par rapport au monde musulman, la démocratie nigérienne...) »²². L'influence izalite ne cesse de grandir, ses disciples sont désormais présents dans presque tous les centres urbains du territoire nigérien. De plus en plus d'anciens membres des confréries les rejoignent.

Izala contre confréries soufies

Les izalas s'inscrivent fortement dans le paysage nigérien à partir du début des années 1990 suite à d'importants débats, et parfois d'affrontements, avec la Tijaniyya. Les principales tensions ont pour origine l'agressivité des prêches (*wa'azis*) izalites contre les confréries, principalement la Tijaniyya, qu'ils accusent de déviationnisme marqué par l'associationnisme (*shirk*²³) et les innovations blâmables (*bid'a*) telles que le culte

des saints et des cheikhs, une trop grande place accordée au prophète Mahomet, la pratique du maraboutage et le port des amulettes ainsi qu'une hiérarchisation de l'*umma*. De ce fait, l'ensemble de la *tariqâ* est présentée comme bid'a et ses adeptes sont des infidèles (*kuffâr*). Leurs critiques s'étendent aussi aux domaines social et économique, accusant les confréries de contribuer à maintenir des ordres sociaux et politiques inégalitaires, corrompus et laïcs. Ils tentent de saper le rôle social et religieux des marabouts en organisant eux-mêmes et à moindre coût un certain nombre de cérémonies liturgiques : mariages, baptêmes, enterrements, etc. Ce mouvement rencontre un grand succès auprès des universités et des commerçants mais prend vraiment son essor en recrutant des jeunes urbains issus des couches les plus populaires, frappés par les crises économiques qui touchent les villes du pays haoussa dans les années 1980, de part et d'autre de la frontière nigéro-nigériane.

Les réactions tijanes consistent à condamner médiatiquement des « illuminés » hérétiques ignorants à la solde des milieux wahhabites mais aussi en des actions violentes : mosquées incendiées, femmes portant le hijab molestées, batailles rangées, jusqu'à l'assassinat en 1993 d'un membre d'Adini-Islam. Les tensions sont alimentées par la compétition pour le contrôle des mosquées. Ainsi, Adini-Islam s'est créé suite à l'éviction, en raison de pressions tijanes, d'un imam izaliste d'une nouvelle mosquée dans le quartier cité Fayçal de Niamey. Les tensions au sein de l'*umma* nigérienne mais aussi les critiques à l'égard de la laïcité ont poussé les autorités nigériennes à plus de vigilance.

L'émergence d'un islam politique ?

Les controverses religieuses que nous venons de souligner restent une grande constante de l'islam nigérien. Avec la démocratisation de la vie politique, on voit apparaître l'immixtion du religieux dans plusieurs thématiques politiques. Plusieurs d'entre elles réunissent tous les courants de l'islam nigérien. Une des premières mobilisations, qui deviendra récurrente par la suite, est la demande par les quatre associations islamiques

existantes de la suppression de la laïcité de l'État nigérien et l'inscription du caractère islamique de la République nigérienne lors de la conférence nationale de 1992. Si leur demande reste sans réponse, le thème revient de manière récurrente dans les prêches. Malgré leur mobilisation, les constitutions de 1999 et de 2010 gardent leur caractère laïc. Une autre grande mobilisation, qui trouve aussi des échos dans le contexte malien, se porte contre la tentative de promulgation par les autorités nigériennes d'un nouveau code de la famille en 1993. Ce projet, vieux serpent de mer de la politique nigérienne, fut bloqué par les mobilisations des associations musulmanes car jugé « anti-islamique ». Si elles ne s'opposent pas au principe d'un code de la famille, celui-ci doit être régi par les principes islamiques.

En novembre 1994, les associations musulmanes se mobilisent contre la recommandation de l'usage du préservatif comme outil de prévention contre le virus VIH lors d'une grande manifestation dans la capitale. Cette mobilisation s'inscrit alors dans un mouvement plus large contre l'instauration d'une politique de planning familial. A partir de là, on observe la prise en compte par le gouvernement de l'avis des associations musulmanes en les consultant sur les projets qui pourraient faire polémique, par exemple la ratification de la Convention de l'Organisation des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Arrivé au pouvoir en 1996, Ibrahim Barré Maïnassara accepte la création d'un Collectif des associations islamiques du Niger (CASIN) censé servir de courroie de transmission entre les dizaines d'associations musulmanes²⁴ et l'État. Cette attitude aura pour conséquence de diviser le mouvement d'unité des associations, jusqu'au sein d'Adini-Islam. La mobilisation contre la seconde édition du Festival international de mode africaine (FIMA) en 2000 sera la plus violente de toutes et entraînera une réponse énergique des pouvoirs publics. Neuf associations furent dissoutes dont Adini-Islam et l'Association pour le rayonnement de la culture islamique (ARCI), proche du mouvement confrérique.

L'islam et les ONG islamiques au Niger

Ces débordements et le recadrage de l'État nigérien symbolisent l'immixtion de l'islam au sein de la vie politique en parallèle au processus de démocratisation. Conscientes de représenter une force morale considérable auprès d'une population très majoritairement musulmane, les associations souhaitent imposer des impératifs religieux dans le processus de décision des instances dirigeantes nigériennes. On observe aussi la diffusion d'éléments du discours de l'islam mondialisé, notamment lors des mobilisations contre la laïcité ou le code de la famille. Cependant, leurs divisions et leur manque de moyens restent criants malgré les soutiens des ONG internationales panislamiques.

La péninsule arabe, moteur de la *da'wa* (l'appel islamique)

La symbiose entre la dynastie des Saoud et la doctrine du wahhabisme depuis le XVIII^e siècle a fait de l'Arabie saoudite, mais aussi d'une grande partie des autres émirats de la péninsule, un centre d'impulsion et un parangon des mouvements réformateurs de la seconde partie du XX^e siècle. L'instauration du wahhabisme comme doctrine d'État à la création du royaume saoudien en 1932 tempéra en partie la radicalité doctrinaire et guerrière du mouvement, ce qui permit d'en faire un mouvement exportable en dehors du pays. Il faut cependant attendre les années 1960 pour que l'Arabie saoudite se dote de structures à même de mener « la mission de propager au-delà de l'espace religieux saoudien le "vrai" islam, un islam acceptable par les maîtres de la Wahhabiyya et par les autres musulmans non-saoudiens »²⁵.

Grâce à ses revenus issus de la rente d'hydrocarbures, l'Arabie saoudite se dote de deux stratégies. L'une, temporelle, consiste à se présenter comme le porte-parole du monde musulman. Pour obtenir cette légitimité, le royaume fonde un nombre important de forums internationaux consacrés aux États musulmans. En 1969, suite à l'incendie criminel de la mosquée al-Aqsa de Jérusalem, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) est fondée avec le but officiel de protéger Jérusalem et de propager la foi musulmane ainsi que la coopération entre les différents

pays musulmans. Basée à Djeddah, elle est la seule organisation intergouvernementale créée sur des critères religieux. En 1978, le Niger accueille la conférence de l'OCI. En 1975, sur le modèle de la Banque mondiale, mais accessible aux seuls pays membres de l'OCI, la Banque islamique de développement (BID) ouvre ses portes. Son but est de stimuler le développement économique et le progrès social des pays membres et des communautés musulmanes selon les principes de la finance islamique.

L'autre stratégie, qui suit une approche spirituelle, consiste à unir les communautés musulmanes par la solidarité islamique. Elle souhaite unifier l'*umma* derrière sa vision de l'islam par le « bas ». Trois organisations vont être en charge de cette œuvre. En 1962, l'université islamique de Médine est fondée. Elle est chargée de renouveler le dogme islamique et de former les étudiants de l'ensemble du monde musulman. Elle servira de modèle à la construction d'autres mosquées islamiques à travers le monde, notamment l'université islamique de Say à une cinquantaine de kilomètres de Niamey. La même année, une des plus importantes ONG islamiques transnationales est mise sur pied avec son siège à La Mecque, la Ligue islamique mondiale (LIM)²⁶. Elle dispose d'un centre affilié à Niamey, le centre Al-Fayçal. Elle est chargée de faire le lien entre les communautés islamiques, de propager l'islam en faisant connaître la charia et de répandre l'enseignement islamique par la construction de mosquées ou d'instituts islamiques. Elle chapeaute un certain nombre d'institutions qui sont des références mondiales pour l'organisation de la foi, tel que le Conseil supérieur mondial des mosquées. Une de ses missions principales est d'organiser la *da'wa* au niveau mondial. Pour cela, elle a recours à un réseau d'organisations missionnaires organisées sous la forme d'ONG. En 1973, l'Assemblée mondiale pour la jeunesse islamique (World Assembly of Muslim Youth) est lancée. Son siège se trouve à Riyad. Elle dispose d'une antenne au Niger. En 1976, un conseil africain de coordination islamique est créé avec pour but de diriger et contrôler l'œuvre de *da'wa* en Afrique de l'ouest, notamment l'action de plusieurs centaines de missionnaires

L'islam et les ONG islamiques au Niger

(*du'at*) de la LIM. La chute du régime nassérien renforce les réseaux mis en place par l'Arabie saoudite et des collaborations sont développées avec l'université cairote Al-Azhar. Placé sous l'autorité du directeur de l'université, le Conseil international d'assistance et de prédication islamique est créé en 1988 pour superviser les actions des ONG islamiques.

Les ONG islamiques internationales jouent un rôle dans la diffusion d'un discours islamique mondialisé en Afrique de l'Ouest. En échange de services sociaux, d'actions de charité ou éducatives, les ONG islamiques promeuvent les valeurs du courant de l'islam auxquelles elles sont affiliées, favorisent la diffusion des doctrines réformatrices en vogue et soutiennent un activisme politique islamique voire islamiste.

Au-delà de l'œuvre de *da'wa*, la nécessité de fonder des ONG est dans l'esprit de nombreuses élites arabes. Certains fondateurs d'ONG islamiques ne cachent pas leur volonté de proposer une alternative islamique aux ONG occidentales et chrétiennes accusées de profiter de l'action humanitaire et sociale pour faire du prosélytisme religieux ou laïc auprès des populations musulmanes, notamment dans les zones de conflits ou de désastres humanitaires. On voit dès lors fleurir les ONG islamiques conciliant œuvres de charité et *da'wa*. Par exemple, les fameuses ONG saoudiennes International Islamic Relief Organization (IIRO), fondée en 1979, et Alharamain & Al-Aqsa Mosque Foundation, fondée en 1991, sont officiellement rattachées à la LIM²⁷. Si IIRO a longtemps été considérée comme la plus importante des ONG islamiques, de nombreuses autres sont apparues à travers le monde. Malgré son indépendance officielle, la Ligue a jusqu'à aujourd'hui été considérée comme le bras international des oulémas saoudiens d'obédience wahhabite. De ce fait, de nombreux pays ou d'autres courants musulmans lui accordent une confiance limitée et promeuvent leurs propres activités missionnaires. Une compétition va désormais s'installer entre les différents acteurs caritatifs tels que la Libye, l'Iran, le Soudan, l'Arabie saoudite et les États du Golfe.

LES ONG ISLAMIQUES AU NIGER

Le Niger est un bon cas d'école pour observer l'influence des ONG islamiques internationales. Pays majoritairement musulman, il n'en connaît pas moins un « réveil de l'islam », terreau fertile pour l'œuvre de *da'wa* de la part des différents courants de l'« internationale islamique »²⁸. Dans le même temps, le pays est confronté à des crises humanitaires récurrentes et a des besoins très importants en termes de développement.

La question des financements

Au Niger, les ONG islamiques internationales les plus actives sont celles en provenance du Golfe persique et de Libye. Nous avons délibérément écarté de notre analyse les ONG libyennes car elles sont intégrées à la politique de voisinage de la Libye et de son Guide, ce qui justifie une approche particulière.

L'afflux d'argent en provenance du Moyen-Orient est difficile à quantifier mais l'on observe la multiplication de construction de mosquées ou de complexes scolaires coraniques dont les plaques d'inauguration remercient telles personnalités ou ONG originaires de la péninsule arabique. Nous avons vu comment l'Arabie saoudite et, dans une moindre mesure, les monarchies des pays du Golfe ont été les promoteurs d'initiatives panislamiques. D'importants fonds, aussi bien publics que privés, leur sont consacrés.

Les ONG islamiques inscrivent leur action dans les principes de solidarité et de volontarisme prônés par l'islam et auxquels les fidèles musulmans doivent se plier. Ainsi la *zakât*, l'un des cinq piliers de l'islam, est une contribution de solidarité à l'attention des pauvres et des nécessiteux de la communauté islamique. Tout musulman doit verser 2,5 % de ses ressources de l'année à condition que celles-ci dépassent le seuil du nissab, c'est à dire une fortune équivalente à 85 grammes d'or (2843,25 € en décembre 2010). La *zakât* comporte aussi une notion de soutien à la propagation de la foi musulmane, la *da'wa* (l'« appel islamique »). Cette contribution dans les pays islamiques est

censée être prélevée par l'État, comme en Arabie saoudite, au Koweït, au Qatar ou aux Émirats arabes unis. Cependant, dans de nombreux autres pays, un débat existe pour savoir quelles institutions ou organisations ont le droit de prélever les œuvres de charité. Ainsi, dans les pays proposant une vision laïque de l'État ou bien dans les pays occidentaux où vivent d'importantes communautés musulmanes, certaines ONG et organisations caritatives se sont présentées comme en mesure de la collecter.

Les réalisations : mosquées et medersas, symboles et enjeux d'une *da'wa* réussie

Au sein d'une population nigérienne encore à 84 % rurale où l'école publique s'est difficilement développée, l'école coranique (medersa) permet de diffuser des rudiments pour la pratique courante de l'islam mais aussi des normes sociales et morales permettant aux jeunes scolarisés de s'insérer dans la communauté des croyants. L'enseignement s'articule autour de l'enseignement du Coran et des Hadiths, ainsi que de l'apprentissage de l'arabe. En fonction des connaissances de l'enseignant et de son obéissance, d'autres matières peuvent être enseignées. Même lorsque les élèves sont scolarisés dans les écoles publiques, nombreux sont ceux qui participent aux cours du soir dispensés dans les écoles coraniques. Il y aurait près de 50 000 medersas au Niger. Sous la Première République (1960-1974), le président Diouri mena une politique étrangère tournée vers les pays arabes (Maghreb et pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et le Koweït) qui se concrétisa par d'importants financements pour la construction de mosquées, medersas ou des échanges étudiants avec l'Arabie Saoudite et le Koweït. Il favorisa l'enseignement de l'arabe. Il confirma l'émergence d'un enseignement franco-arabe, apparu en 1957, censé faire la jonction entre les écoles coraniques et publiques. La multiplication des medersas a permis un renforcement de l'enseignement coranique dans certaines régions nigériennes :

« Actuellement dans les centres urbains fortement islamisés, comme Say dans la région de Tillabéri, les medersas sont

préférées par les parents lors de l'inscription des enfants à l'école primaire. L'enseignement en français n'est une alternative que lorsque l'enseignement franco-arabe est saturé »²⁹.

La participation des ONG islamiques internationales est importante. Les associations islamiques nigériennes manquent cruellement de fonds pour développer leurs activités et dépendent en partie des ONG islamiques pour la construction de nouvelles écoles, la formation et les salaires des professeurs, la fourniture de la documentation, voire la distribution de nourriture aux élèves³⁰. Ces ONG opèrent rarement sur le terrain. Elles se contentent le plus souvent de répondre à des demandes de plus en plus nombreuses des associations musulmanes.

La première grande mosquée construite avec des fonds saoudiens est inaugurée à Niamey en 1965. Les mosquées sont utilisées par tous les mouvements lors du recours aux prêches. Pour les dizaines d'associations islamiques du pays, les prêches sont des moyens efficaces et peu chers pour diffuser leur idéologie et recruter de nouveaux membres. Les ONG islamiques utilisent les écoles et les mosquées pour propager leur *da'wa*. Elles organisent et financent des prêches importants en faisant venir ou en assurant le déplacement de prêcheurs ou prédicateurs reconnus sous la forme de tournées au niveau de la sous-région, les « *wa'azi kassa* », réunissant plusieurs centaines ou milliers de personnes. Si les ONG islamiques souhaitent la plupart du temps rester discrètes pour ne pas être mêlées aux tensions intra-nigériennes, elles n'hésitent cependant pas à faire connaître leurs préférences. Ainsi, l'ONG koweïtienne Agence des musulmans d'Afrique (AMA) est à l'origine de la nomination de l'imam izarite qui a conduit aux tensions autour de la mosquée du quartier Cité-Fayçal de Niamey.

Pour obtenir des fonds pour la construction de mosquées, les demandes sont adressées soit par l'intermédiaire du conseil suprême mondial des mosquées rattaché à la Ligue islamique mondiale (LIM) soit par un démarchage des dirigeants des associations islamiques auprès de leurs représentations sur place ou lors de déplacements dans les pays arabes.

L'islam et les ONG islamiques au Niger

La volonté de mieux connaître la religion est symptomatique d'une société musulmane qui, dans sa grande majorité, a des connaissances très limitées de l'islam. Longtemps réservé à une élite lettrée ou maraboutique, le savoir islamique s'est démocratisé mais il n'en reste pas moins que les moyens de sa diffusion sont limités. De nombreuses écoles coraniques ne disposent pas assez d'ouvrages ou bien de matériels scolaires pour transmettre un savoir adéquat. De nombreux professeurs n'ont pas les connaissances nécessaires dans les différentes sciences islamiques. L'université islamique de Say s'est fixé comme objectif de fonder une élite d'oulémas arabisants susceptibles de répandre un islam d'un meilleur niveau dans les sociétés ouest-africaines.

Université islamique de Say

L'idée d'une université islamique au Niger est lancée par le président Hamani Diori lors d'une visite du roi Fayçal d'Arabie Saoudite en 1973. Le projet est repris par Seyni Kountché, président du Conseil militaire suprême, la junte militaire qui a pris le pouvoir à partir de 1974. Il offre un terrain de 900 hectares à Say ainsi que 320 millions de francs CFA pour montrer l'engagement du Niger.

L'annonce de sa fondation a été faite lors du sommet de l'OCI à Lahore en 1974, organisation à laquelle l'université est rattachée. Elle a vocation régionale pour toute l'Afrique de l'Ouest. Le financement de ses travaux est assuré par le fonds islamique de solidarité, rattaché à l'OCI. Elle est finalement ouverte en novembre 1986.

Le but premier de l'université est de devenir une place forte de l'islam et de l'enseignement de l'arabe en Afrique de l'Ouest en formant des oulémas à destination de l'Afrique de l'Ouest. De ce fait, la priorité a été donnée à la Faculté de la charia et des études islamiques. L'université compte environ 1 200 étudiants originaires de 20 pays. Les enseignements sont dispensés en partie par des professeurs issus des structures de l'OCI.

Cependant, la plus grande partie des enseignants sont des professeurs vacataires envoyés par des ONG islamiques sollicitées par la direction de l'université.

Les contributions au budget de fonctionnement de l'université proviennent de l'OCl, de la BID, de la Zakat House (Koweït), et d'un partenariat avec l'université de Sharjah (Émirats arabes unis) qui font des dons et offrent quelques bourses. Il est intéressant de noter que plusieurs Waqfs ont été mis sur pied pour assurer des revenus continus à l'université³¹. Le budget annuel de l'université en 2010 est d'environ un milliard de francs CFA. De façon temporaire, d'autres organisations peuvent être sollicitées. Ainsi, l'ambassade des États-Unis a financé des cours d'anglais et du matériel scolaire ces dernières années pour des budgets portant jusqu'à 100 millions de francs CFA³².

Centres de santé

Devant les besoins importants des populations musulmanes et la méfiance des autorités à leur égard, les ONG islamiques ont développé des actions médicales assez importantes. Les plans d'ajustement structurel ont réduit la capacité de l'État nigérien à mener des politiques socio-économiques. Les États délèguent la gestion des questions sociales, éducatives et sanitaires à l'aide internationale (agences de coopération et ONG internationales). Ainsi, les plus grandes ONG islamiques ont pris en charge la construction et la gestion de centres de santé et d'hôpitaux, notamment dans les centres urbains. Le Croissant rouge iranien dispose d'une clinique en plein centre-ville de Niamey mais également dans les principales villes à l'intérieur du pays. Toutefois, l'installation de tels projets nécessite des accords de coopération avec les autorités nigériennes. Si les impératifs médicaux sont cruciaux pour l'installation des centres de santé, la localisation ou le ciblage des populations ne sont jamais éloignés de considérations stratégiques³³.

Action humanitaire : Les ONG islamiques face aux crises alimentaires et pastorales en 2009/10

Jérôme Bellion-Jourdan³⁴ a montré l'évolution du parcours de certaines ONG islamiques qui, au cours des années 1990, ont décidé de mettre la *da'wa* au second plan de leur action, de se focaliser sur les actions humanitaires et de s'intégrer à l'action menée par les Nations Unies. Les informations que nous avons pu recueillir, bien qu'incomplètes, sur le traitement de la crise alimentaire de 2010 au Niger par les ONG islamiques relativisent ce constat. La présence des ONG islamiques au Niger dans le secteur de l'humanitaire et du développement est très limitée. Nous avons pu répertorier seulement deux ONG engagées dans des actions humanitaires ou de développement au sein de la structure de coordination mise en place par les Nations Unies pour gérer la crise³⁵. Ce genre de structure a pour but d'organiser une couverture équilibrée du territoire et d'éviter les effets doublons.

Ainsi, le Croissant rouge qatarien (CRQ) est arrivé au Niger lors de la crise alimentaire de 2005 avec des projets dans les secteurs de la récupération nutritionnelle. Au vu des besoins des populations, le CRQ a transformé une partie de ses actions en opérations de développement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (projet de 30 000 latrines familiales, forages) pour des montants se chiffrant en millions de dollars. Lors de la crise alimentaire de 2010, et suite à l'appel lancé par le gouvernement nigérien, le CRQ a mené des opérations de sécurité alimentaire dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder avec des opérations de maraîchage, de formation d'agriculteurs, d'élargissement des superficies des surfaces arables et la création de banques céréalières. Enfin, le CRQ s'est engagé dans un appui technique et de formation pour la croix rouge nigérienne. L'autre ONG mentionnée sur les documents de travail d'OCHA est *Qatar Charity*, qui mène une large gamme d'actions : sécurité alimentaire, eau et assainissement, éducation sur l'ensemble du territoire.

Nos interlocuteurs nous ont affirmé que les autres ONG islamiques présentes menaient des actions, notamment de distribution d'argent et de nourriture mais, par principe, refusaient

de lier leurs opérations à celles des ONG occidentales ou des Nations Unies. En 2005³⁶ et en 2010, les ONG islamiques ont inauguré les premières distributions de nourriture gratuite. Ces distributions respectent généralement les principes promus par la zakât en ciblant en priorité les handicapés, les veuves et orphelins, mendiants, etc. La plupart d'entre elles n'ont pas les personnels ni la capacité suffisants sur place pour mener des actions d'urgence ou développement. Elles ont donc recours, pour les actions au niveau local, aux associations islamiques, aux imams ou aux autorités villageoises. De façon plus générale, les associations islamiques nigériennes ont beaucoup été vues sur le terrain. Connaissant la faiblesse de leur situation financière, on peut penser qu'elles ont reçu des financements extérieurs, notamment de la part des ONG islamiques, partenaires traditionnels, mais aussi des financements individuels en provenance de la péninsule arabique.

CONCLUSION

Le mouvement de réislamisation à l'œuvre depuis plus d'une génération semble avoir débouché sur des pratiques de l'islam redéfinies (à la fois qualitativement et quantitativement), que certains chercheurs qualifient de phénomène de « sunnification », au détriment d'un « islam noir » syncrétique. Alors que les institutions nigériennes s'appuient sur une constitution laïque, l'islam a envahi l'espace public depuis la libéralisation du système politique au début des années 1990. Quoiqu'encore marginale en termes de structures politiques, la religion musulmane constitue un réservoir moral et symbolique que les hommes politiques nigériens n'oublient pas de mobiliser. On peut observer une certaine appropriation, pour l'instant limitée à quelques thématiques sociales, du champ politique par les associations islamiques. Celles-ci sont un marqueur du foisonnement de l'islam nigérien. On remarque encore une domination des structures traditionnelles des notables lettrés et des confréries soufies. Cependant, le fait marquant depuis le début des années 1990 est l'émergence depuis le Nigeria du

L'islam et les ONG islamiques au Niger

mouvement Izala. Tirant avantage du marasme socio-économique des milieux urbains, ce dernier revendique l'avènement d'une société islamique porteuse de plus grandes libertés sociales et économiques ; une *umma* empreinte de solidarité au-delà des rivalités ethniques ou tribales. Pour cela, Izala mène, au sein de l'islam nigérien, une lutte contre le syncrétisme impliquant des pratiques anté-islamiques, ou contre les pratiques confrériques. Toutefois, le mouvement est affaibli par des dissensions internes où l'on retrouve les lignes de fracture de l'islam radical mondialisé. On retrouve des izalistes inspirés par la révolution iranienne, d'autres par les Frères musulmans, mais surtout par le wahhabisme saoudien.

Nous avons montré l'importance du rôle des ONG islamiques dans la diffusion de ces doctrines en vogue dans les pays du Golfe. Les organisations caritatives musulmanes œuvrent principalement par le financement, et plus rarement la gestion, de nombreuses nouvelles mosquées et d'écoles coraniques. Finalement, il convient de relativiser l'action des ONG islamiques. D'une part, le nombre d'ONG islamiques en provenance du Golfe est limité à une dizaine d'entités. La gestion de la crise alimentaire de 2010 en apporte l'exemple. Par manque de ressources humaines, elles délèguent une grande partie de leurs actions aux associations islamiques. S'il est certain que les ONG islamiques ont mené des actions sur le terrain, il reste difficile d'appréhender l'ampleur et l'efficacité de cette aide. Elles ont en majorité bien pris soin de rester à l'écart de l'action des ONG internationales occidentales et des agences des Nations Unies. Si quelques ONG islamiques (Croissants rouges, Qatar Charity, Islamic Relief) sont engagées dans un processus de professionnalisation leur permettant de se focaliser sur des actions humanitaires, la plupart d'entre elles restent portées sur les actions de *da'wa*. D'autre part, d'autres vecteurs relaient, au niveau du monde musulman, les débats et influences en cours au Niger :

- le *hadj*, qui connaît un engouement très important, permet aux pèlerins nigériens d'être en contact avec les musulmans du monde entier ;

- l'indépendance et les politiques de coopération menées par les présidents nigériens à destination du monde arabo-musulman ont permis de réactiver les réseaux étudiants et commerçants qui, pendant des siècles, avaient construit des passerelles entre le monde arabe et les populations nigériennes, que la colonisation avait cassées.

Notes :

1. Jean-Louis Triaud mentionne un « réveil de l'islam » dans les pays musulmans subsahariens. Cf. Jean-Louis Triaud, « Introduction thématique », In Jean-Louis Triaud, Leonardo Villalón (dir.) Économie morale et mutations de l'islam, *Afrique contemporaine*, n°231, 2009/3, p. 25 et Jean-Louis Triaud, « Préface », In Maïkoréma Zakari, *L'islam dans l'espace nigérien : Des origines (VIIe siècle) à 1960*, Tome 1, Paris, Khartala, 2009

2. En haoussa, Boko Haram signifie « l'éducation occidentale est un péché ». Le groupe, formé en 2004, se revendique de l'idéologie des Talibans afghans. Il prône la stricte application de la charia au Nigeria. Le groupe, parfois désigné sous le vocable de « secte », a affronté l'armée nigérienne à plusieurs reprises. Il s'est confronté également à des populations chrétiennes, voire à d'autres groupes musulmans.

3. En 2005, Mohammed Youssouf, chef spirituel de Boko Haram, fut accusé, en autres, d'avoir reçu des fonds d'une ONG soudanaise soupçonnée d'avoir des liens avec Al-Qaeda dans le but de recruter de nouveaux militants. L'instruction ne fut jamais menée à terme. Cf. « Al-Qaïda et "Boko Haram" : même combat ? », *BBCAfrique.com*, 6 août 2009 :

http://www.bbc.co.uk/french/highlights/story/2009/08/090806_nigeria_boko_haram.shtml (page web consultée en décembre 2010)

4. Suite aux attentats contre les ambassades américaines au Kenya et Tanzanie le 7 août 1998, cinq ONG islamiques furent bannies temporairement par les autorités kenyanes. Au final, aucune preuve à leur rencontre ne fut retenue. Cf. M. A. Mohamed Salih, *Islamic NGOs in*

Africa: The Promise and Peril of Islamic Voluntarism, Occasional paper, Centre of African Studies, Université de Copenhague, mars 2002, pp. 24-25.

5. Nous avons envisagé notre terrain sans privilégier le tropisme sécuritaire. Notre angle d'approche concernait l'action humanitaire des ONG islamiques lors de la récente famine nigérienne. Nous souhaitons confronter le discours d'un certain nombre d'ONG à la réalité du terrain lors d'une crise humanitaire dans un pays musulman pauvre. Cependant, nous nous devons d'indiquer que nous avons rencontré de sérieux obstacles à la collecte d'informations. Après la prise de pouvoir par la junte militaire en février 2010 au Niger, le climat pesant (enlèvement de sept personnels d'Areva dans la région d'Agadès) ne favorisait pas les recherches sur des « thématiques sensibles ». Parmi les personnes ayant accepté de discuter avec nous, certaines ont demandé à ne pas être citées.

6. Cf. Gilles Holder, « Introduction. Vers un espace public religieux : pour une lecture contemporaine des enjeux politiques de l'islam en Afrique », In Gilles Holder (dir.) *L'islam, nouvel espace public religieux*, Paris, Khartala, pp. 5-20.

7. En 1950, la répartition religieuse de la population était : musulmans (79,4 %), animistes (20,3 %), chrétiens (0,26 %). En 1988 : musulmans (98,7 %), animistes (0,7 %), chrétiens (0,4 %), autres cultes (0,2 %). Cf Maïkoréma Zakari, *L'islam dans l'espace nigérien : de 1960 aux années 2000*, tome 2, Paris, L'Harmattan, 2009, pp.41-50. Olivier Meunier (op. cit. 1998) rend compte de cette évolution à Maradi, région encore fortement animiste à l'indépendance et aujourd'hui l'un des bastions du mouvement Izala.

8. Jean-Louis Triaud, op. cit., *Afrique contemporaine*, n°231, 2009/3, p.23-42. Entretien avec Gilles Holder pour le cas spécifique du Mali. Pour la Corne de l'Afrique : Angel Rabasa, *Radical Islam in East Africa*, Rand Corporation, 2009, 91 p.

9. Gilles Holder rappelle qu'il est important de lire les développements de l'islam au Sahel comme un mouvement millénaire, toujours ouvert sur le Maghreb et le Machrek, marqué par des vagues successives de repli et de ré-islamisation. Cf Gilles Holder, op. cit. 2009, pp. 5-20

10. Moulaye Hassane, Marthe Doka, Oumarou Makama Bawa, *Etudes sur les pratiques de l'islam au Niger*, DANIDA, rapport provisoire, avril 2006, Niamey, p. 10

11. Pour une histoire détaillée de la Qadiriyya Nassiriyya : John N. Paden, *Religion and Political culture in Kano*, London, 1973, pp.152-169

12. La Khalwatiyya est une des seules confréries dont le nom est lié à une pratique, la khalwa (l'isolement dans un endroit secret pour la méditation et l'invocation à l'image des périodes de retraite menées par les prophètes Muhammad ou Moïse). Sur les développements de la Khalwatiyya dans le massif de l'Aïr, voir Jean-Louis Triaud, « Hommes de religion et confréries islamiques dans une société en crise, l'Aïr aux XIX^e et XX^e siècles. Le cas de la Khalwatiyya », *Cahiers d'études africaines*, 1983, Vol.23, n°91, pp. 239-280.

13. La Sanûsiyya est une confrérie fondée par Muhammad al-Sanûsî (1787-1859) à La Mecque à partir de 1837. Au début du XX^e siècle, elle sera le fer de lance de la résistance aux colonisations française, italienne et britannique. Le petit-fils du fondateur, Muhammad Idrîs (1889-1983) fut le premier roi de Libye de 1951 à 1969. Au Niger, la Sanûsiyya est notamment à l'origine d'une grande révolte dans la région d'Agadès en 1917. Cf. Jean-Louis Triaud, *La légende noire de la Sanûsiyya : une confrérie musulmane saharienne sous le regard français (1840-1930)*, 2 volumes, Paris, 1995.

14. Le Tabligh est fondé dans les années 1920 en Inde par Ckeikh Mohamed Ilyas Al-Khandalou. C'est un mouvement missionnaire promouvant une vision littérale du Coran et de la Sunna. Le mouvement a essaimé de par le monde. Le passage d'anciens adeptes du Tabligh à des actions djihadistes a conduit les services de sécurité de nombreux pays à considérer comme radicale l'activité de prêche du mouvement. Cf. Maïkoréma Zakari, op. cit. tome 2, 2009, p. 95-97

15. Au sein des Izalas, l'ouvrage de référence est le Fath al-Majid (« Ouvrage du Glorieux ») de Abd al-Rahman Ben Hassan al-shaykh Muhammad Ben Abd al-Wahhab, petit-fils de l'idéologue fondateur du wahhabisme, Abd al-Wahhab (1703-1792). Cf Ousmane Kane, « Le réformisme musulman au Nord Nigeria », In Ousmane Kane, Jean-Louis

Triaud, *Islam et islamisme au sud du Sahara*, Paris, Khartala, 1998, p.129.

16. Que ce soit avec les pays « progressistes » proches de l'Union soviétique (Égypte, Libye, Syrie, Iraq, Yémen du Sud, Algérie) ou « modérés » proches des pays occidentaux (Arabie Saoudite, Émirats du Golfe, Maroc).

17. Le terme arabe de medersa désigne une école, laïque ou religieuse de quelque confession que ce soit. Dans le contexte nigérien, à plus de 95 % musulman, nous utilisons ce terme comme synonyme d'école coranique.

18. Le groupe *Da'wa* apparaît suite à une scission au sein du mouvement Izala. *Da'wa* est un mouvement réformiste dont l'objectif consiste à dénoncer les « innovations » (*bid'a*) et tenter de réformer certaines pratiques sociales. *Da'wa* est considéré comme trop timoré par l'autre organisation issue de la scission, le mouvement Umma. Les orientations d'Umma sont plutôt inspirées de la révolution iranienne et prônent une application stricte de la charia. Ces deux mouvements ont connu depuis d'autres scissions.

19. Centre spirituel d'une confrérie soufie, souvent composé d'un complexe regroupant mosquées et écoles et où sont enterrés les saints fondateurs.

20. Fondée le 15 août 1974 après le coup d'État de Seyni Kountché, l'AIN succède à l'Association culturelle islamique du Niger (ACIN). L'AIN centralisait les formes d'aide en provenance des pays arabes puis les répartissait au niveau local. Cf. Maïkoréma Zakari, op. cit. tome 2, 2009, pp.69-73.

21. La reconnaissance officielle du ministère de l'Intérieur permet aux associations de prétendre aux subventions de l'État, ou d'organisations extérieures.

22. Moulaye Hassane, Marthe Doka, Oumarou Makama Bawa, op. cit. 2006, p. 52.

23. Il s'agit d'associer d'autres dieux ou êtres à Dieu en leur accordant

l'honneur ou l'adoration qui devraient seulement être réservés à Dieu. Il s'oppose au tawhid (unicité de Dieu). Dans la symbolique islamique, le shirk est le seul péché non pardonnable par Dieu.

24. En 2006, Zakari (op. cit. tome 2, 2009, p.109 et 279-281) recense 52 associations musulmanes reconnues officiellement par les autorités.

25. Schulze, R., « La da'wa saoudienne en Afrique de l'Ouest », in R. Otayek (dir), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, 1993

26. On retrouve cette organisation parfois sous le nom de « Ligue du monde islamique » dans certains articles de presse ou de recherche en français : Alain Gresh, « L'Arabie saoudite en Afrique non-arabe : puissance islamique ou relais de l'Occident », *Politique africaine*, n°10, juin 1983, pp. 59. Entre 1962 et 1980, parmi le faible nombre de personnalités subsahariennes membres du Comité exécutif, nous en retrouvons trois qui ont une influence cruciale sur l'évolution de l'islam nigérien : Ahmadu Bello, Premier ministre du Nord-Nigeria, Cheikh Ibrahima Niassa, fondateur de la tarîqa Tijaniyya ibrahimiyya, Cheikh Abubakar Gumi, grand Cadi du Nord Nigeria et futur fondateur du mouvement izala.

27. Voir le site officiel de la Ligue en anglais : http://www.muslimworldleague.org/mwlvbwsite_eng/index.htm (page consultée en décembre 2010). Ces deux ONG, présentes dans des dizaines de pays à travers le monde, ont été accusées de fournir des soutiens à Al-Qaeda et aux Talibans. Alharamain & Al-Aqsa Mosque Foundation est sur la liste des organisations terroristes des Nations-Unies depuis le 28 juin 2004 : <http://www.un.org/sc/committees/1267/NSQEA10904E.shtml> (page consultée en décembre 2010). Les branches philippine et indonésienne de l'IIRO ont rejoint la liste, respectivement en août et novembre 2006 : <http://www.un.org/sc/committees/1267/consolidatedlist.htm> (page consultée en décembre 2010).

28. Jean-Louis Triaud, op. cit. « Introduction thématique », *Afrique contemporaine*, 2009, p.26. Triaud précise que l' « internationale islamique » est un « système réticulé, et non-organisation centrale ».

29. Moulaye Hassane, Marthe Doka, Oumarou Makama Bawa, op. cit. 2006. En 2003-04, il existait 524 medersas diffusant un enseignement franco-arabe, 32 collèges, un lycée public et l'université islamique de Say.

30. M. A. Mohamed Salih, *Islamic NGOs in Africa: The Promise and Peril of Islamic Voluntarism*, Occasional paper, Centre of African Studies, Université de Copenhague, mars 2002, 29 p.

31. Le Waqf est une donation faite à perpétuité à une œuvre d'utilité publique, pieuse ou caritative. Le bien donné en usufruit est dès lors placé sous séquestre et devient inaliénable. Voir le site de l'université de Say : <http://www.universite-say.ne/Francais2/services.htm>.

32. Cette volonté d'ouverture de l'université est assez récente. L'arrivée d'une nouvelle équipe dirigeante a clairement marqué une nouvelle dynamique. Ainsi, la faculté des Sciences et Techniques et celle d'Économie et des Sciences de l'Administration ont ouvert très récemment. Ceci est la conséquence des difficultés de nombreux étudiants diplômés à s'insérer dans la vie professionnelle. En effet, peu de postes dans les administrations ou les entreprises de la sous-région sont accessibles à des personnes seulement arabisantes. Entretien avec Boubacar Touré, secrétaire général de l'université islamique de Say, Niamey, le 6 octobre 2010.

33. Entretien avec Gilles Holder, anthropologue, CNRS/IRD, Bamako, septembre 2010 : Gilles Holder signale l'importance pour les ONG et associations islamiques de la construction de mosquées « sur les goudrons », c'est-à-dire les routes bitumées, pour les mettre en évidence.

34. Jérôme Bellion-Jourdan, « Les ONG islamiques sont-elles purement humanitaires ? Réflexions sur une vraie fausse question », *Vacarmes*, n° 34, hiver 2006 : <http://www.vacarme.org/article558.html>.

35. Qui fait quoi et où, document de Travail, *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, octobre 2010, 184 p. et *Niger, Crise alimentaire et nutritionnelle : plan d'action humanitaire d'urgence révisé*, Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 16 juillet 2010, 28 p.

36. Jean-Pierre Olivier de Sardan, « La crise alimentaire vue d'en bas. Synthèse des recherches menées sur sept sites au Niger », In La crise alimentaire au Niger, *Afrique contemporaine*, 2008/1, n°225, pp. 271-274.